

Le pouvoir aux travailleurs

22 JUIN 97

N° 46

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- HAUSSE DES PRIX: UN COUP DE COLERE DES TRAVAILLEURS S'IMPOSE !	2 - 3
- ETUDIANTS EN LUTTE: QUELLES PERSPECTIVES	4 - 8
- LE FPI ET LAURENT GBAGBO: UN PARTI ET UN HOMME AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE	8
- SELON QU'ON SOIT FILS DE MINISTRE OU TRAVAILLEUR APPRENTI	9
- MALI: NON A LA REPRESSION CONTRE LES PARTIS D'OPPOSITION !	10 - 11
- KABILA A LA PLACE DE MOBUTU: C'EST BONNET BLANC ET BLANC BONNET	11 - 12
- CONGO-BRAZZAVILLE: ENCORE UN NOUVEAU FOYER DE GUERRE CRIMINELLE	13

**HAUSSE DES PRIX:
UN COUP DE COLERE
DES TRAVAILLEURS S'IMPOSE!**

Le gouvernement a décidé en conseil des ministres de libérer les prix des marchandises. Cette décision est une attaque grave contre les travailleurs et les pauvres. Les riches et le gouvernement à leur service n'ignorent pas que la très grande majorité des familles ouvrières ne mangent qu'un seul repas par jour. Ils savent que les travailleurs n'arrivent plus à se soigner, tellement les médicaments sont hors de leur portée. Ils savent que bon nombre de travailleurs ont du mal à scolariser leurs enfants.

Cette situation déjà catastrophique de la classe pauvre n'a pas empêché les dirigeants politiques de la classe riche de leur porter une nouvelle attaque.

La libéralisation des prix décidée par le gouvernement est inacceptable. Elle va entraîner mécaniquement toute une chaîne d'augmentations des prix de toutes les marchandises, du prix du transport en commun, des loyers, etc, et indirectement, une hausse générale de tous les prix.

Contrairement à ce que les riches, leur gouvernement, leurs journalistes peuvent dire, il n'y a aucune loi économique qui fait que les prix doivent augmenter et les salaires doivent rester bloqués, voire diminuer.

La seule loi qui dicte l'aggravation ou l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, c'est le rapport de force entre les travailleurs et la bourgeoisie.

Or, la réalité c'est que depuis plus de 15 ans, toutes les attaques des riches contre les pauvres, à savoir le blocage des salaires d'abord, les différentes mesures d'austérité du temps Houphouët par les différents gouvernements qui se sont succédé ensuite, en passant, par la dévaluation de CFA survenue en 1994, sont autant d'attaques qui sont passées sans que les pauvres ne ripostent vraiment.

Du coup la classe riche croit pouvoir tout se permettre et augmenter sans cesse ses profits au détriment des travailleurs, à la fois en abaissant les salaires de ces derniers et en augmentant les prix.

Mais c'est sa rapacité qui poussera la bourgeoisie à procéder à l'attaque de trop, celle qui déclencherà la riposte.

La seule chose qui mettra fin aux attaques des riches, c'est une riposte collective de tous les travailleurs. Une riposte à la mesure des attaques portées par la classe des riches. Une riposte qui donne vraiment peur aux riches, en s'en prenant à leur biens, à leurs richesses.

Les travailleurs, les classes populaires ont déjà trop supporté. Ils ont le dos au mur. L'explosion est inévitable. Ce n'est pas un chantage, encore moins une crainte, c'est un souhait.

Reste qu'il faut que les travailleurs s'y préparent, se fixent des objectifs et s'organisent pour que la classe riche ne s'en sorte pas à bon compte de la crise sociale qui s'approche, et pour que les travailleurs obtiennent ce qu'il faut pour assurer à eux-mêmes, à leurs familles, à leurs enfants, une vie acceptable.

ETUDIANTS EN LUTTE : QUELLES PERSPECTIVES

A l'approche de la fin de l'année scolaire, le duel entre les étudiants grévistes, conduits par la FESCI et le gouvernement tire, lui aussi, à sa fin. Les étudiants grévistes tentent d'empêcher jusqu'au bout la tenue des cours. Le gouvernement essaie de les faire reprendre les cours, ne fût-ce que de manière symbolique, histoire de montrer que le dernier mot lui appartient.

Sous cet angle-là, sous celui de la petite guerre politique, les jeux ne sont peut-être pas encore faits. Mais en ce qui concerne la satisfaction des revendications avancées, de toute évidence les étudiants sont dans une impasse. Depuis le début de la lutte estudiantine, c'est-à-dire pratiquement depuis le début de l'année, le gouvernement n'a cédé sur rien. Au contraire, pourrait-on dire. En imposant un examen unique en cette fin de l'année, il s'est livré à ce que les étudiants ont de bonnes raisons de considérer comme une nouvelle provocation.

Les dirigeants de la FESCI ont répété bien des fois que les étudiants ne réclamaient pas grand-chose. Le paiement des arriérés de bourses. Quelques changements dans la réforme des universités. Le tout ne représente, financièrement parlant, qu'un montant insignifiant à côté de ce que les notables du régime détournent, empochent, gaspillent. Et l'argent aurait tout de même été mieux utilisé à assurer une éducation un peu plus correcte à un nombre un peu plus grand de

jeunes qu'à être gaspillé dans des réalisations de prestige et à plus forte raison, qu'à être déposé sur des comptes personnels en Suisse ou ailleurs.

Mais le fait est là : le gouvernement a choisi de faire des économies sur le dos des étudiants. Ces derniers ne constituent pas la seule catégorie sociale qui est dans ce cas, ni même la principale. Ils ont cependant raison, bien entendu, de se défendre et de se battre pour se faire entendre.

Ils devraient cependant méditer les leçons de l'impasse dans laquelle ils se trouvent. Leur insuccès n'est pas seulement dû à la fermeté du gouvernement, mais bien plus encore, à leurs propres choix quant aux méthodes de lutte et surtout, quant aux perspectives dans lesquelles les étudiants ont voulu se situer.

Les étudiants - ou en tous les cas les dirigeants qu'ils se sont donnés - ont choisi de se battre sur le terrain du corporatisme le plus étroit. Ils n'ont même pas cherché par exemple à s'adresser aux futurs étudiants que sont les élèves des collèges et des lycées, contrairement même à ce qu'ils avaient tenté en 1990. Consciemment ou non, ils espéraient que leur modération même sera un argument susceptible de faire fléchir le gouvernement. Mais plus ils étaient modérés, moins le gouvernement avait des raisons de céder.

Les étudiants auraient pu tenter de provoquer une crise politique majeure, en cherchant à entraîner ne serait-ce que l'ensemble de la jeunesse scolaire. Y seraient-ils arrivés ou pas, personne ne peut le dire rétrospectivement. Mais le fait est qu'à certaines étapes de leur lutte, ils en ont brandi la menace, ils n'ont fait que menacer. Ils n'ont pas compris que pour faire reculer le gouvernement, il ne suffisait pas de menacer de lui faire du mal - il fallait lui faire du mal.

Tout au long de l'année, les étudiants ont fait preuve d'une combativité certaine. Suffisante pour pousser en avant la FESCI chaque fois qu'elle se montrait timorée. Mais pousser la FESCI à agir ne lui donnait pas pour autant une politique juste.

La FESCI ne voulait qu'un duel avec le gouvernement, laissant les non-étudiants en dehors de tout cela. Et encore, un duel où les étudiants se battaient à fleuret moucheté. Mais le gouvernement, lui, n'a pas de ces délicatesses-là.

Le gouvernement est d'autant plus à l'aise avec la lutte des étudiants qu'il sait que cette lutte n'est pas vraiment populaire. Elle trouve des sympathies dans une fraction de la petite-bourgeoisie intellectuelle, peut-être. Mais pas au-delà. Pas du côté des classes populaires. Et pas seulement parce que, en raison du caractère corporatiste des revendications, les classes populaires n'ont pas de raisons de se considérer concernées. Mais parce que les dirigeants de la lutte estudiantine ont, volontairement, refusé même seulement de faire les gestes en direction des classes populaires. Pire, les seuls actes de violence

auxquels ils ont procédé à l'extérieur des murs des campus, eux qui faisaient si grand cas de leur modération, étaient de brûler des wôrô-wôrô, ce qui gênait surtout ceux qui se rendaient à leur travail ou qui en revenaient ou encore, casser les étalages des petites vendeuses, reproduisant en plus petit et en plus sporadique les manières abjectes des autorités dans leurs opérations de déguerpissement.

Il est bien difficile de savoir quel était, dans ce comportement et dans ces actes, la part du mépris inconscient, d'un mépris de classe, de la part de la petite bourgeoisie estudiantine à l'égard des classes populaires et quelle était la part d'une politique, au contraire, très consciente d'éviter que les classes populaires trouvent, dans une éventuelle radicalisation estudiantine, un exemple et un encouragement.

N'en déplaise aux dirigeants estudiantins, tout se tient dans la société. La classe privilégiée dont le gouvernement est l'émanation est trop rapace, le pays est trop pauvre pour qu'il soit possible d'assurer une éducation convenable et des bourses permettant de vivre à ce nombre croissant de jeunes qui espèrent échapper à une vie difficile voire, à la pauvreté en faisant des études. Et à infiniment plus forte raison pour leur garantir une carrière assurée.

Les enfants de riches s'en sortiront toujours. Ils n'ont pas besoin de bourse - la fortune familiale pourvoira aux besoins. Et si la situation dans les universités est trop agitée, il y a toujours la possibilité pour ceux qui ont de l'argent

d'aller faire leurs études à Paris, à Londres, à New York ou ailleurs.

Mais pour les autres ? Pour les enfants de petits bourgeois sans fortune et à plus forte raison, pour les enfants de pauvres dont les parents se sont saignés aux quatre veines pour que l'enfant fasse ses études et pour que, lui au moins, s'en sorte ?

C'est évidemment cette catégorie-là qui est à la pointe de la lutte - le composant le plus pauvre de la jeunesse scolaire, celui qui, de par ses conditions d'existence, ne s'élève guère au-dessus de la condition des prolétaires. C'est cette catégorie que la FESCI entend représenter.

Mais la politique corporatiste qu'elle leur propose conduit dans une impasse.

La classe dirigeante ne voit certes pas d'inconvénient à ce que la jeunesse populaire se berce de l'illusion qu'il y a une échappatoire par les études ; de l'illusion que chaque fils de pauvre tient entre ses mains sa réussite future à condition qu'il fasse des études et qu'il se hisse parmi les meilleurs. Mais ce n'est pas pour autant qu'elle multipliera les bourses, en fonction de la multiplication du nombre des étudiants.

Et surtout, le gonflement du nombre des étudiants est basé sur des illusions. Il est plus facile de pousser vers les études les enfants des classes moyennes voire des classes populaires, que de leur assurer les emplois qu'on leur fait miroiter. Plus il y aura d'étudiants diplômés, moins il y aura de places où ce diplôme pourra être monnayé. Avec le nombre de ses jeunes -

proportionnellement à la population - la Côte d'Ivoire finira inévitablement par détenir simplement le record du nombre de chômeurs, très diplômés peut-être, mais vivant dans la misère.

Il n'y a pas d'échappatoire dans cette société. La "réussite", c'est-à-dire la possibilité de trouver une place dans la couche dirigeante, est réservée à quelques crapules prêtes à tuer père et mère pour s'enrichir et surtout, prêtes à voler, à exploiter sans pitié leurs semblables et qui auront eu la chance de ne pas avoir été dévorées par plus fauves qu'elles. Quelques autres trouveront une place comme larbins des riches (on en trouve beaucoup de cette espèce dans la caste politique ou dans les médias). Pour les autres, pour la majorité même de ceux qui auront réussi leurs études, la société n'a rien d'autre à offrir qu'au mieux, une vie médiocre, et plus souvent encore, la misère qui est celle des classes exploitées.

Alors, c'est aux étudiants de réfléchir. Ils peuvent continuer à tourner en rond dans un duel dérisoire avec le gouvernement. Mais leur lutte actuelle, de par l'impasse même dans laquelle elle se trouve, peut amener certains d'entre eux à la conscience qu'ils peuvent peser sur l'avenir de ce pays d'un poids autrement considérable.

Mais à condition de cesser à seulement courir derrière des chimères aussi égoïstes que dérisoires. A condition qu'ils utilisent la cervelle dont ils sont pourvus et les connaissances qu'ils ont eu la chance d'accumuler - contrairement à tant d'autres

qui ne pourront même pas rêver de cette chance-là - pour réfléchir à l'état de la société, pour essayer d'en comprendre les ressorts, et pour engager le seul combat qui vaille : celui qui vise la transformation radicale de la société capitaliste actuelle, inégalitaire, stupide, ignoble.

Cette organisation économique et sociale qui, à l'échelle internationale, fonctionne en accumulant des richesses inouïes à un pôle et qui, à l'autre pôle, pousse vers la misère précisément ceux, travailleurs des villes, des mines et des champs dont le travail fait vivre l'humanité, finira par accumuler tellement de mécontentements, tellement de colère qu'elle explosera inévitablement.

Cette explosion peut être une catastrophe pour la société, si elle reste sans but, s'enfonçant dans la violence pour la violence, et à plus forte raison, si elle est détournée vers les conflits claniques, ethniques ou nationaux. Elle n'amènerait alors que cette régression dont bien des pays d'Afrique donnent une triste illustration.

Mais la force immense que représentent ces millions de travailleurs, au travail ou au chômage, ces millions de paysans pauvres qui ont tous intérêt à ce que leur sort change, peut, aussi, devenir un facteur irremplaçable de transformation sociale.

Mais il faut que cette force vise, consciemment, cet objectif-là. Il faut qu'elle vise à arracher le pouvoir étatique à ceux qui le monopolisent aujourd'hui. Il faut qu'elle substitue la démocratie directe,

sous le contrôle de tous, au pouvoir corrompu d'aujourd'hui où même les institutions électives ne servent qu'à cacher la dictature d'une petite clique au service des riches. Il faut qu'elle remplace l'armée et la police par le peuple en armes.

Et il faut surtout que cette force soit utilisée pour enlever à la classe capitaliste son pouvoir économique afin de réorganiser toute l'économie, de façon à ce que son moteur ne soit plus le profit privé pour une poignée de riches mais la satisfaction des besoins des classes populaires.

La voie de l'avenir, elle est là. Le prolétariat de ce pays a les moyens et la force de s'engager dans cette voie. Il peut trouver tout naturellement l'oreille des prolétaires des pays voisins sur ce terrain. Le prolétariat africain est en situation de renouer avec une riche tradition de luttes politiques pour changer la société, menées naguère par le prolétariat d'Europe, d'Asie et d'Amérique, interrompues pendant longtemps pour toutes sortes de raisons qui méritent d'être étudiées et comprises, mais qui peuvent reprendre demain.

Mais pour cela, le prolétariat de ce pays a besoin d'un parti, ayant pour raison d'être de représenter les intérêts des prolétaires, tous ceux qui n'ont que leur propre force de travail pour vivre et ayant pour objectif ultime de renverser l'ordre capitaliste.

Dans les pays où, dans le passé, de tels partis sont apparus, des étudiants, plus généralement, des intellectuels ont joué un rôle majeur dans leur construction. Des hommes ou

des femmes comme Marx, Engels, Rosa Luxembourg, Lénine ou Trotsky, tous des intellectuels, mais aussi, des centaines et des milliers d'autres, ont laissé un nom inoubliable dans le panthéon

de ceux qui ont contribué à l'émancipation des classes exploitées.

Alors, étudiants à vous de choisir!

**LE FPI ET LAURENT GBAGBO :
UN PARTI ET UN HOMME
AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE**

Laurent Gbagbo a accordé une interview qui totalise six pages dans le journal "La Voie" du 19 et du 20 juin. Mais pas une seule ligne n'est consacrée un tant soit peu aux aspirations ou aux multiples problèmes que rencontrent les travailleurs.

Mais cela n'est pas étonnant. Le FPI est un parti au service des riches. Il a vu le jour comme tant d'autres partis concurrents avec le multipartisme dont la bourgeoisie a ouvert la voie. Gbagbo se présente volontiers en "social-démocrate", et se vante de ses amitiés avec Tony Blair, Jospin et quelques autres. D'une certaine façon, ce sont en effet des références. Le nouveau premier ministre anglais, comme son homologue français mènent ou se préparent à mener dans leurs pays respectifs une politique identique à leurs prédécesseurs de droite, une politique anti-ouvrière. Mais les références de Gbagbo sont destinées à la bourgeoisie. Même s'il veut s'assurer le vote des travailleurs, il ne veut susciter aucun espoir parmi eux, pas même celui d'un homme qui serait plus compréhensif à l'égard des problèmes du monde du travail, du monde des pauvres. Il ne veut pas, dans l'hypothèse qu'il

parvienne un jour au pouvoir gouvernemental, que les travailleurs le prennent au mot, et attendent de lui plus qu'ils attendent de Bédié, c'est-à-dire rien.

Le rôle du FPI et de Gbagbo consiste à capter les mécontentements de la classe pauvre; les canaliser vers des voies électorales; de telle sorte que s'il y a un réel mécontentement, la bourgeoisie puisse détourner la colère vers un simple changement de gouvernement.

Si le mécontentement est tel que le PDCI doit un jour laisser la place au FPI et à ses semblables du PIT, la seule chose qui changera ce sera le remplacement de tous ces hommes corrompus qui se sont engraisés depuis plus de 35 ans et qui sont par-dessus méprisants et arrogants vis-à-vis des travailleurs. Ce sera déjà cela.

Mais là s'arrêtera le changement. Gbagbo ne veut rien devoir aux travailleurs. Les travailleurs ne lui doivent rien. Il faut qu'ils lui témoignent la méfiance qu'il mérite.

L E U R S O C I E T E

SELON QU'ON SOIT FILS DE MINISTRE OU TRAVAILLEUR APPRENTI

Un certain Boguinard qui a comme papa un ancien ministre, de surcroît conseiller actuel de Bédié, a tiré des coups de feu et blessé l'amant de sa maîtresse.

Ce pistolero à la gâchette facile est intouchable. Ni le commissariat de police, ni la gendarmerie n'osent le convoquer.

De plus, il continue à se balader avec son pistolet dont il ne possède même pas de permis de port d'armes. Il est sans doute prêt à tirer sur quiconque aurait le malheur de ne pas lui plaire.

Il paraît que de tels individus, qui se croient tout permis parce qu'ils sont fils de milliardaires ou de dignitaires du régime, ou les deux à la fois - sont nombreux dans le pays.

Leurs passe-temps favoris seraient les boîtes de nuit et les maquis de luxe où ils claquent en une soirée l'équivalent de ce que les travailleurs ont du mal à gagner en une année de labeur.

Avec leurs relations, avec leur compte en banque, leurs papas se débrouillent pour étouffer n'importe quel scandale. d'ailleurs l'édition du journal "Soir-Info" qui avait parlé de cette affaire a purement et simplement été absente des kiosques. Une personne aurait

fait retirer toute l'édition de la journée moyennant une grosse somme d'argent.

Dans ce pays, quand on pèse plusieurs milliards et qu'on a de bonnes relations on peut même acheter la complicité des patrons de presse.

La police et la justice qui ferment les yeux lorsque des riches, des notables et les enfants gâtés sont en cause, sont particulièrement impitoyables contre les petits voleurs.

Le même "Soir-Info" raconte que tel apprenti cordonnier est en prison pour avoir vendu une malheureuse paire de chaussures d'occasion! On apprend aussi qu'un autre apprenti, cette fois de garage, est emprisonné pour de longs mois sur simple coup de téléphone de son patron à son ami le commissaire! L'ouvrier aurait selon lui volé deux pneus!

Profitez bien messieurs les riches et messieurs les bien placés. Mais sachez qu'un jour viendra où les travailleurs et les petites gens que vous exploitez sans retenue, que vous écrasez sous le poids de votre police, de votre justice et de tout votre appareil d'Etat pourri de la tête aux pieds - vous demanderont des comptes.

MALI :
NON A LA REPRESSION
CONTRE LES PARTIS D'OPPOSITION !

Alpha Konaré, à peine élu président pour son deuxième mandat, a fait arrêter les principaux chefs de file des partis d'opposition. Ils vont être jugés pour "trouble à l'ordre public, opposition à autorité légitime, participation à des manifestations interdites, destruction d'édifices publics...". En effet, le 8 juin dernier, alors qu'Alpha Konaré était en train de faire son discours d'investiture au palais du congrès en la présence d'un certain nombre de chefs d'Etat africains venus le féliciter, le collectif des partis de l'opposition avait appelé à une manifestation dans les rues de Bamako. Des vitres d'édifices publics ont été cassées, des domiciles d'un certain nombre de personnalités du régime saccagés, des pneus brûlés sur la chaussée...

Les partis d'opposition ont ainsi protesté contre les magouilles électorales lors des élections présidentielles du 10 mai que 8 des neufs candidats des partis d'opposition avaient boycottés. Rappelons que les élections législatives du 13 avril dernier ont été annulées. Konaré, lui-même avait été contraint de reconnaître qu'elles avaient été truffées d'"anomalies". Elles ont été reportées pour les 6 et 20 juillet prochain.

Konaré parle volontiers de "démocratie" mais il n'hésite pas à utiliser la force et la répression lorsque son régime est mis en cause. Certes, les

dirigeants de l'opposition qui lui reprochent de ne pas être "démocrate" ne le sont pas plus que lui. Un certain nombre d'entre eux sont des partisans déclarés de Moussa Traoré dont on connaît les penchants pour la démocratie. D'autres se réclament de Modibo Keita qui avait lui aussi imposé le parti unique au Mali. Tous ces gens-là font partie du même "Collectif de l'opposition" qui regroupe une vingtaine de formations.

Un certain nombre de travailleurs maliens soutiennent plutôt Alpha Konaré. Ils pensent que celui-ci est meilleur que le dictateur Moussa Traoré, qu'il serait plus "honnête", plus "démocrate" puisqu'il est venu au pouvoir par les élections. Mais n'oublions pas que ce fameux "démocrate" a mangé dans la main de Moussa Traoré puisqu'il a été un de ses ministres. N'oublions pas non plus que, pas plus sous le régime de Moussa que sous celui de Konaré, l'Etat malien ne s'intéresse à la vie de la population pauvre. Quand il s'agit de s'occuper de la construction des routes, des dispensaires ou des écoles, tous disent que l'Etat n'a pas d'argent. Les caisses de l'Etat continuent d'être dilapidées, détournées au profit de ceux qui dirigent. Et cela continuera ainsi, y compris lorsque d'autres dirigeants de l'opposition actuelle prétendent "plus démocrates" que Konaré arriveront au pouvoir.

Tant que les travailleurs et les exploités n'auront pas pris eux-mêmes leur sort en main, ils continueront à être les laissés-pour-compte. Ils ne peuvent compter sur personne d'autre pour

améliorer leur sort, et certainement pas sur la clique d'"opposants" qui veulent tous arriver au pouvoir mais pour leurs intérêts personnels.

**KABILA A LA PLACE DE MOBUTU:
C'EST BONNET BLANC
ET BLANC BONNET**

Depuis quelques semaines, le dictateur sanguinaire Mobutu, chassé du pouvoir par les forces rebelles de Kabila, a trouvé un refuge (probablement provisoire) au Maroc, cet autre pays dictatorial de son vieil ami Hassan II. Certains pensent qu'avec le départ de Mobutu il y aura un changement. D'autres, qui ne cachent d'ailleurs pas leur sympathie vis-à-vis de Kabila, disent qu'il faut attendre et voir celui-ci à l'oeuvre avant de le juger sur ses actes. C'est le cas des gens comme Gbagbo qui a déclaré dans La Voie du 19 juin: "Nous savons qui est Mobutu. Nous pouvons le juger. Mais pas Kabila".

Quand de tels propos viennent des populations elles-mêmes, cela traduit simplement leurs illusions, l'espoir qu'il y aura peut-être quelque chose de changé. Mais quand il s'agit des hommes politiques qui espèrent arriver un jour au pouvoir, ils plaident aussi pour eux-mêmes. Par ce genre de mensonges, ils veulent créer ou entretenir des illusions dans la tête d'une

bonne partie de la population afin d'assurer quelques années de calme à leur régime.

Oui, Mobutu est connu. Arrivé au pouvoir en 1965 par un coup d'Etat avec l'aide des agents de la CIA, il s'y était accroché pendant 32 ans en imposant une dictature sanglante. Son long règne était jalonné d'arrestations arbitraires, de tortures et de multiples assassinats, à commencer par celui de Patrice Lumumba, premier des premiers ministres de ce qui fut au temps colonial le Congo-Belge.

C'était au moyen d'une dictature féroce que Mobutu a assuré l'ordre dont l'impérialisme avait besoin pour piller les ressources minières fabuleuses de ce pays. Et quand son régime était secoué par une rébellion armée, l'impérialisme intervenait directement pour le soutenir, comme ce fut le cas de l'intervention française en 1978 au Kolwezi. Pour ses services rendus, Mobutu recevait en échange des "miettes" qui, à la

longue, ont constitué une colossale fortune personnelle. Les dignitaires du régime, appelés des "petits Mobutu" se sont aussi largement enrichis.

Pendant ce temps, le pays est endetté jusqu'au cou, à tel point qu'il n'arrive plus faire face au paiement du "service de la dette". La population croupit dans la misère. Même les fonctionnaires, par exemple les enseignants, vivent misérablement. L'armée elle-même est non seulement mal payée, mais souvent pas payée du tout pendant plusieurs mois. Elle en est réduite à vivre sur le dos de la population, n'hésitant pas à se servir de ses armes pour racketter celle-ci.

Miné, rongé par les termites de la corruption, le régime de Mobutu est devenu complètement pourri. Chacun livrait un combat quotidien pour assurer sa subsistance. Il n'y avait pratiquement personne pour défendre un tel régime, pas même la fameuse "Sécurité présidentielle" et encore moins l'armée, disloquée depuis longtemps en de nombreuses bandes de pillards armés.

Il était donc temps pour l'impérialisme, notamment américain, de trouver un autre homme un peu crédible. C'est ainsi que par l'intermédiaire des pays comme l'Ouganda et le Rwanda, il a armé Kabila et ses hommes. Et en quelques mois, ces derniers ont pris le pouvoir sans rencontrer une véritable résistance.

L'armée de Mobutu, démoralisée et indisciplinée, n'était plus efficace pour assurer son rôle de répression. Elle a laissé la place à une autre armée pour jouer le même rôle de maintien de l'ordre dont

l'impérialisme a besoin pour continuer l'exploitation. C'est ainsi que dès la prise du pouvoir, Kabila a interdit tous les partis politiques ainsi que toute manifestation.

Avec la chute de Mobutu, certains intérêts français de l'impérialisme français, longtemps compromis dans le soutien au dictateur, se trouvent sans doute quelque peu lésés; mais ce sera au profit des capitalistes américains. L'exploitation et le pillage des richesses minières continueront. Ainsi, Kabila a déjà reconnu tous les accords internationaux signés par le régime précédent. Avant même de s'installer au pouvoir, il a déjà signé des accords avec des sociétés multinationales pour relancer l'exploitation des mines. D'un côté, Kabila joue déjà son rôle de serviteur de l'impérialisme, de l'autre il n'a que du mépris pour la vie des populations. C'est ainsi qu'au cours de leur marche vers Kinshasa, la capitale, ses troupes n'ont pas hésité à massacrer, selon certaines sources, quelque 100.000 réfugiés.

Par sa politique, Kabila confirme une nouvelle fois le fait que tout pouvoir, issu d'un coup d'Etat ou d'une lutte menée en dehors de la population, ne peut aboutir qu'à une dictature contre celle-ci. C'est pourquoi les travailleurs et les pauvres n'ont rien à attendre d'un Kabila, pas plus qu'ils n'en attendaient de Mobutu. Pour défendre leurs intérêts, ils ne peuvent compter que sur leurs forces organisées et dirigées par eux-mêmes, sur leur propre lutte visant à prendre le pouvoir par les armes, comme l'ont fait Kabila et ses partisans.

**CONGO-BRAZZAVILLE :
ENCORE UN NOUVEAU FOYER
DE GUERRE CRIMINELLE**

Pendant près de deux semaines, à Brazzaville, de violents combats ont opposé depuis le 5 juin les partisans du président Lissouba à ceux de son prédécesseur Sassou Nguessou, entraînant déjà environ 2.000 morts sans compter de nombreux blessés.

Ce qui a servi de prétexte pour mettre le feu aux poudres serait une tentative de désarmement des partisans de Sassou Nguessou, accusés pas ceux de l'autre bord d'avoir protégé des criminels. Mais le fond du problème est que les élections présidentielles prévues pour le 27 juillet prochain ne sont pas loin et que Sassou Nguessou, pressé de revenir à la mangeoire, a vraisemblablement tenté de prendre le pouvoir par un coup de force.

En effet, pour avoir passé plus de dix ans à la tête du régime dictatorial du Congo avant d'en être écarté à l'occasion des précédentes élections présidentielles, il est bien placé pour savoir que les dictateurs africains perdent rarement des élections qu'ils organisent eux-mêmes. L'absence totale de transparence de ces élections leur donne la possibilité de se proclamer vainqueurs, même quand leur impopularité notoire laisse prévoir une déroute électorale.

Le fait que des armes et munitions en quantité

impressionnante, y compris des armes lourdes, aient été utilisées par les deux camps montre que ceux-ci se sont préparés depuis longtemps à de tels affrontements. Sassou Nguessou dispose au vu et au su de tout le monde des miliciens fortement armés. Pascal Lissouba a aussi une milice privée en plus de l'armée dite nationale. Il paraît que d'autres dirigeants comme Bernard Kolelas, le maire de Brazzaville, aient également leurs propres milices.

Toutes les conditions étaient donc réunies pour qu'une guerre civile éclate à tout moment. Et ce qui devait arriver arriva. Après de nombreuses médiations, un cessez-le-feu précaire est instauré. Mais la guerre risque d'être rallumée à tout moment.

Les dirigeants africains, à l'image de leurs compères congolais, sont totalement irresponsables. Ils sont prêts à utiliser tous les moyens - y compris une guerre criminelle - pour prendre le pouvoir dans le seul but de s'enrichir eux et leurs complices issus souvent de la même ethnie.

Il faut les mettre tous hors d'état de nuire, et le plus tôt sera le mieux. Pour cela, les populations pauvres doivent arracher des mains de tous ces criminels le pouvoir et l'exercer elles-mêmes.

* * * * *
* * * * *

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.